

Accord entre le FMI et Buenos Aires

Argentine M. Macri a obtenu l'accélération des versements d'argent frais. Mais l'ajustement sera plus "orthodoxe".

Le président argentin Mauricio Macri a obtenu du Fonds monétaire international (FMI) l'accélération des versements d'argent promis en juin dernier en vue de stabiliser son économie, alors que le pays connaît une importante crise économique et de confiance dans sa monnaie.

Au lieu des 50 milliards de dollars promis, la somme totale du prêt atteindra 57,1 milliards de dollars. Après les 15 milliards déjà versés, Buenos Aires recevra encore 13 milliards (au lieu des 6 initialement prévus) cette année et 22 au lieu de 11 en 2019 – année d'élection présidentielle.

Toutefois, alors que le gouvernement de M. Macri a consacré les 15 premiers milliards de dollars reçus à tenter d'enrayer la chute du peso – en vain, la monnaie nationale a perdu plus de la moitié de sa valeur cette année –, cette politique devra être modifiée.

Marge de manœuvre très étroite

En effet, outre le départ cette semaine du gouverneur de la Banque centrale, Luis Caputo – un interventionniste, désireux de sauvegarder le pouvoir d'achat des Argentins – et son remplacement par Guidos Sandleris, le FMI impose à Buenos Aires de laisser le peso évoluer entre 34 et 44 pour un dollar ;

“C’est un retour à un plan d’ajustement structurel à l’ancienne, donc plus dur.”

au-delà, 150 millions de dollars pourront être dépensés pour soutenir la monnaie nationale, pas plus. “C'est une marge de manœuvre très étroite, commente pour *La Libre Belgique* l'économiste Xavier Dupret, de la Fondation Jacquemotte, spécialiste de l'Argentine. Et on peut s'attendre à ce que d'ici fin 2018/début 2019, le dollar soit à 45 ou 46 pesos, alors que le projet de budget est calculé sur 40 pesos pour un dollar. On peut s'attendre à des fuites de capitaux, une hausse de l'inflation et une baisse de l'activité. Cet accord avec le FMI est un retour à un plan d'ajustement structurel à l'ancienne, plus 'orthodoxe'. Cela va être beaucoup plus dur, même si le FMI mentionne spécifiquement qu'il faut porter attention aux pauvres. Dans la pratique, cela se traduira par plus de soupes populaires.”

Selon M. Dupret, ce plan convainc peu d'économistes “quelle que soit leur tendance politique” : “Des deux côtés, on dit le projet de budget pas crédible. On peut s'attendre à ce que le FMI revienne souvent en Argentine. En fait, l'institution financière paie pour garantir le paiement des créanciers du pays, afin d'améliorer sa notation, donc ses capacités à se refinancer peu à peu. Mais c'est très peu d'argent par rapport aux besoins de financement de l'Argentine alors que la tonne de soja – principale production du pays – est à son niveau le plus bas depuis dix ans.”

Alors que Mauricio Macri a annoncé son intention de se présenter à un second mandat en 2019, ce budget apparaît “moins économique que destiné à la propagande politique. Un récent sondage le donne perdant face à tous ses rivaux sauf face à Cristina Fernandez, cas de figure où il y a beaucoup d'indécis”.

MFC

Bolsonaro reste en tête, devant le poulain de Lula

Brésil En son absence, c'est le candidat du PT qui a été la cible de toutes les attaques de ses rivaux.

Morgann Jezequel
Correspondante au Brésil

Difficile de critiquer un adversaire politique, aussi extrême soit-il, quand il est hospitalisé depuis trois semaines après avoir reçu un coup de couteau lors d'un bain de foule. Grand absent du débat télévisé qui réunissait, mercredi soir, sept candidats sur les treize participant à l'élection présidentielle, Jair Bolsonaro a été presque ignoré par ses concurrents, qui se sont surtout appliqués à attaquer leurs héritages politiques respectifs.

Toujours favori des sondages, avec 27 % des intentions de vote, cet ex-militaire, figure de l'extrême droite brésilienne, se présente comme un candidat anti-système qui se détache d'une classe politique minée par les scandales de corruption.

Jamais directement cité dans une affaire, Jair Bolsonaro est député fédéral depuis 27 ans. Il s'est cependant moins fait remarquer par son activité parlementaire – deux projets de loi mineurs approuvés – que par ses déclarations controversées. “Patriote”, nostalgique affiché du régime militaire, défenseur des valeurs et de la famille traditionnelles, Jair Bolsonaro est un habitué des sorties misogynes, racistes et homophobes.

Le poulain de Lula

Désigné candidat du Parti des travailleurs (PT) en remplacement de Lula – l'ex-Président condamné à 12 ans de prison, n'a pas pu se présenter –, Fernando Haddad participait à son deuxième débat télévisé. L'ancien maire de São

Paulo, désormais deuxième des sondages après avoir bondi de 7 % à 21 % des intentions de vote en quinze jours, a été la principale cible des autres candidats, qui ont surtout visé sa formation politique, à l'instar du candidat de centre gauche Ciro Gomes. Ancien ministre de Lula, il a pris ses distances avec le Parti de celui-ci : “Si je peux gouverner sans le PT, je le préfère, car le PT, en ce moment, représente quelque chose de très grave pour le pays, moins pour les bénéficiaires, significatifs, qu'il a permis, que pour s'être transformé en une structure de pouvoir odieuse qui a [fait émerger] Bolsonaro, cette aberration.”

Ciro Gomes, la troisième voie ?

Troisième des sondages (12 %), Ciro Gomes, ancien député et gouverneur et par deux fois candidat à la présidence, entend tracer une troisième voie entre le PT et la droite brésilienne. Social-démocrate se comparant volontiers à Emmanuel Macron, il espère récupérer les voix des électeurs progressistes frustrés par les gouvernements PT.

Une démarche adoptée depuis 2014 par l'écologiste Marina Silva qui, cette fois, ne parvient pas à décoller dans les sondages et stagne à la cinquième position (6 %). Celle qui avait longtemps talonné Dilma Rousseff lors de la

dernière campagne présidentielle sans parvenir à accéder au deuxième tour, paye aujourd'hui son soutien à la destitution de l'ex-Présidente et son isolement politique.

À la quatrième place avec 8 % d'intentions de vote, le candidat de la droite traditionnelle Geraldo Alckmin a dû se défendre d'accusations de corruption lorsqu'il était encore gouverneur de São Paulo. Celui qui tente de récupérer une partie de l'électorat de Jair Bolsonaro n'a cependant pas hésité à qualifier celui-ci de “candidat de la discrimination”. Une manière de s'adresser aux Brésiliennes : selon les dernières estimations, 54 % des femmes rejettent l'ex-militaire.



Fernando Haddad
Le poulain de Lula
a été la cible de ses rivaux.

Face à l'ex-militaire Jair Bolsonaro, la droite traditionnelle est sonnée

Le classique duel entre le Parti des travailleurs (PT) et le Parti de la social-démocratie brésilienne (PSDB, droite libérale) n'aura pas lieu : contrairement au remplaçant de Lula, Fernando Haddad, qui a effectué une belle poussée dans les sondages ces dernières semaines, la droite, elle, n'arrive pas à décoller.

Et pour cause : dans un contexte de violence exacerbée, d'économie stagnante et de scandales de corruption touchant le PT mais aussi la droite et le centre, réunis en coalition gouvernementale, le candidat Jair Bolsonaro, favori des sondages, a réussi à capter une partie des électeurs de la droite traditionnelle, séduits par un discours virulent contre l'establishment et une ligne dure contre le crime.

Pour remonter la pente, le candidat du PSDB Geraldo Alckmin doit se livrer à un exercice

d'équilibriste : en promettant une politique de sécurité publique plus sévère, il espère récupérer une partie de son électorat. Dans un même temps, il se démarque du programme économique ultra-libéral de Jair Bolsonaro et prend ses distances avec la gestion du gouvernement de Michel Temer... que son parti a soutenu.

Quant à Henrique Meirelles, le candidat du Mouvement démocratique brésilien (MDB), parti de centre droit de Michel Temer, il plafonne à 2 % des intentions de vote. La formation politique, certaine de ne pas atteindre le deuxième tour, concentre désormais ses forces sur l'élection des gouverneurs et des députés fédéraux. Entre les bastions électoraux du PT et ceux pro-Bolsonaro, les candidats locaux du MDB feront le grand écart.

Morgann Jezequel